

n°42

BIMESTRIEL
juillet
2004



SILENCE !

**LA DROITE
S'OCCUPE DE TOI**

Europe

*Élargissement
de la précarisation*



CSOA



Reprise de l'école

mise à mort



Casser la Sécu

femmes



... et anarchistes



toulouse

LIBER... TERRE

Demi-tour (2)

Résumé du premier épisode (Coquelicot n°41) : Après une altercation de type classiste avec un contremaître, un jeune manutentionnaire prend conscience qu'il est aussi un individu et s'embarque avec sa copine pour le Groenland. Un choix pas si aléatoire que son atlas peut le laisser penser...

On a rempli les sacs à dos et mis le cap sur le métro.

À St-Cyprien, à l'employée de la boutique SNCF on a demandé deux allers pour Thulé, Groenland.

La fille a pianoté un petit moment sur son terminal puis elle a dit :

- Alors c'est simple, sur la banquise pas de rail mais jusqu'à Copenhague, c'est possible.

- Hé ! Pourquoi Copenhague ? que j'ai répondu dubitatif à souhait sous mon turban.

- Parce que le Groenland c'est plus ou moins gouverné par le Danemark, à Copenhague, il y aura probablement un bateau.

Moi, j'aimais les cartes de géo pour la couleur de la mer et les points cardinaux, tout le reste n'était qu'un vaste continent partagé en cinq pour qu'on puisse nager et pêcher sur les bords, c'était tout.

Les frontières, c'est un truc de matons qui quadrillent la planète de feutre noir couleur barreaux. J'ai toutefois

acquiescé du turban en hommage aux connaissances des employés du service public.

Gaëlle trépigait. La distance, le train, le bateau lui semblaient de dérisoires étapes, elle avait une destination en ligne de mire et faisait fi des obstacles. L'employée SNCF a imprimé les billets, il y en avait toute une kyrielle avec des correspondances dans le nord de l'Europe. On a payé, promis d'envoyer une carte postale avec un timbre local couleur banquise et on est sorti de la boutique. J'ai acheté un quotidien, sûrement le dernier, pour voir comment tournait le monde le jour du grand départ, je le punaiserais dans mon igloo.

- Bon, on va vider les comptes, a dit Gaëlle qui ne perdait pas le Nord, le Grand Nord plutôt.

À la banque, aucune difficulté pour empocher nos sous. Ils n'étaient pas nombreux les euros mais devaient tenir jusqu'à Copenhague et le billet

de bateau. Après on serait chasseurs-pêcheurs, plus de problème de magasin.

On a repris le métro direction la gare Matabiau. Il n'y avait pas un pélot, tout le monde était au boulot ou au dodo. J'ai lu un peu de journal, les tristes clowns en treillis proliféraient toujours plus en mitraillant de-ci de-là, des vraies bactéries... Il était temps de partir.

Dès l'arrivée à quai, j'ai vu que quelque chose clochait dans la gare. Les treillis étaient déjà là, on avait été trop lent ma parole. Il y en avait partout, très intéressés par nos sacs. Alors on n'y a pas coupé, il a fallu tout déballer et répondre à la question fatidique : "Où vous allez ?".

- A Thulé, a cinglé Gaëlle très énervée.

- Thulé ! ques a co ? a rétorqué le képi.

- Demandez au guichet, j'ai dit. C'était la formule de trop, sont sus-

ceptibles les bleus... Séance tenante, on a gagné un billet pour le commissariat tout proche le long du canal. Une correspondance de plus...

Le commissaire a posé son index sur l'atlas. Mais lui c'était "d'la triche", il gardait les yeux ouverts.

- Thulé ! Bordel, z'avez d'la chance, lu tout Paul Emile Victor, irais bien avec vous, dans combien d'temps le train ?

Ce type parlait court. J'ai regardé la pendule du bureau à côté d'un poster de baleine :

- Reste cinq minutes, j'ai répondu. Le commissaire a mis son chapeau, réajusté son flingo et nous a guidés vers sa twingo. On était à la gare deux minutes plus tard accompagnés par le flicart.

Dans le train pour Paris, à peine assis, Gaëlle m'a dit :

- Regarde ! J'ai levé la tête : Le commissaire montait dans le train (...) > Sévy

LIBRES LIVRES

Fractures d'une vie

Charlie Bauer
Éditions Agone

Nouvelle édition revue et augmentée
Postface 2004 "Quinze ans après"

"Qu'est-il de plus important, être ou avoir ? Chacun (...) essaie de concilier ces deux modes d'existence (...). Qui n'a jamais menti, volé, éprouvé quelque colère ou révolte, enfreint le code (qu'il soit de la route ou pénal) ou au moins rêvé, imaginé, désiré le faire ? Celui qui ne se reconnaîtrait pas dans ces ardeurs, ces passions, ces

hauteurs et ces bassesses, ces raisons et ces torts serait un saint ou un fourbe, ce qui est d'égale valeur ; et ce récit, ces mots ne peuvent l'intéresser. Je parle au genre humain et non au surnaturel. Ce genre qui fait les individus pétris de fautes, d'erreurs. De ces êtres si beaux et si vils dans leurs imperfections qu'ils traduisent la preuve de leur perfectibilité."

Ne racontant pourtant que sa vie, Charlie Bauer rappelle presque un demi-siècle d'histoire de France, qui commence dans un quartier ouvrier à la périphérie de Marseille, dans les années 1950, où il se forge à la reli-

gion populaire d'alors, le communisme ; une formation complétée par le pillage en bande organisée, des magasins et des trains. L'engagement du PC dans la guerre d'Algérie provoque la première rupture. L'auteur et ses amis soutiennent le FLN. Arrêté, C. Bauer est condamné à vingt ans de réclusion. Son quotidien est désormais rythmé par ses transferts d'une centrale à une autre, dont neuf années en cachot ou dans des QHS. Après quatorze ans de détention, il revient vite à une vie de clandestin où il croise Mesrine en activiste contre les QHS, avant de replonger pour dix ans, jusqu'en 1988. Ce livre

paraît deux ans plus tard. Quinze ans après, cette réédition poursuit le témoignage d'une vie de résistance à l'ordre social dominant.

> Sévy

CSOA qu'es aquo ?

Du début mars à la mi-mai, c'est la période (après de nombreux mois de réflexion) du fonctionnement formel du CSOA. Situé au 5 rue de Tounis, le lieu libéré est l'ancienne annexe du lycée Fabre, avant que la cavalerie mandatée par la justice n'en termine le jeudi 13 mai, à l'heure du laitier, avec l'expérience d'un centre social ouvert à tous les projets, à tous les désirs. Depuis, parpaings et grilles ont remplacé affiches, cuisine et ateliers.

Le Coquelicot a rencontré Alice, Benoît, Jean Philippe et Laurent pour mieux saisir les enthousiasmes, les difficultés et l'enseignement d'une telle ambition.

Benoît : Ce que l'on peut conclure de cette situation, c'est que le but, le concept du centre social, c'est que les gens qui sont intéressés sont de passage à Toulouse et ils ont besoin de structures pour se reconstituer et ensuite rencontrer la vie toulousaine et les organismes plus compétents. La limite n'est pas facile à définir. Il est difficile de dire à quelqu'un que nous n'avons pas les moyens de l'héberger. Ce que je vois pour ma part, c'est pouvoir faire des ateliers avec des gens que nous n'avons pas l'habitude de rencontrer et de partager toute sorte de chose.

A. : C'est aussi de créer un échange par les ateliers avec des personnes et à la fois accueillir des associations qui elles-mêmes feraient des propositions et du côté "politique", grâce au lieu, de favoriser des discussions et l'émergence de la réflexion, avec des gens qui n'ont pas l'habitude du débat.

Le Coq : Aviez-vous eu des contacts avec les syndicats et les organisations politiques ?

A. : Il n'y avait pas eu au CSOA d'organisations politiques et de syndicats simplement quelques réunions. Notre démarche était axée sur les projets

et les ateliers menés par des collectifs ou des personnes. Mais c'est quelque chose à quoi on doit réfléchir pour le prochain lieu : le moyen d'intégrer le débat politique.

B. : Par rapport à ça, un grand débat est ressorti. Est-ce un lieu où l'on limiterait l'accès des militants des partis sectaires ? Je serais plutôt de cet avis.

Le Coq : Y a-t-il eu une opposition entre les gens organisés dans un syndicat, un parti et les personnes dont le mode de fonctionnement recherché était l'autogestion ?

A. : Pas de problème pour recevoir des structures comme les syndicats et les organisations politiques, mais effectivement la démarche en elle-même (la ligne politique du CSOA) a été construite par des individus et la rencontre avec ces structures passe par les ateliers. Cela n'a pas été assez développé.

Le Coq : Ce que j'entends depuis le début, c'est que le CSOA s'est construit par plages successives, par la venue de collectifs, de projets. Quelle en est la cohérence ? Ce type de structure me fait penser aux Bourses du Travail de la fin du 19^e siècle, début 20^e, une structure qui

permet au mouvement ouvrier de se construire, de créer les outils politiques et syndicaux pour son émancipation. La classe ouvrière n'est plus porteuse d'émancipation, d'où l'apparition de ce type d'organisation qui théorise moins et qui se retrouve plus sur des pratiques de relation, d'échange et de savoir faire.

A. : L'objectif est très large. C'est de recréer l'échange, de pouvoir proposer une autre manière de vivre les rapports entre les gens et rechercher une cohérence entre eux, de construire dans les tissus urbains une autre alternative.

Jean Philippe : Tel que je l'ai vécu dans ma pratique avec les gens qui sont venus nous voir : à savoir lieu ouvert-lieu fermé, c'est un lieu que nous tenions à disposition pour faire des choses que nous ne pouvions pas faire ailleurs comme par exemple une troupe de théâtre, un atelier bois, des activités très diverses de l'ordre du collectif mais aussi des activités que l'on peut trouver dans les centres aérés, dans les MJC. A partir de là, on eu du mal à dire celle-là on peut, celle-là on ne peut pas.

Par exemple, la mise en place d'un atelier de réparation motos pouvait s'entendre comme quelque chose de social mais pour une question de voisinage, de bruit, il y avait une difficulté à le mettre en place et je ne sais pas si cela aurait pu marcher. Ces demandes là ne sont pas issues de notre culture politique. Ce n'était pas simple pour les gens qui étaient là. Je ne savais pas comment les centres sociaux fonctionnaient en Italie J'en ai entendu parler, mais nous n'avions aucune expérience. C'était pour nous, une première expérience. Les gens qui étaient là le plus souvent maintenaient le lieu vivable. On offrait le thé aux personnes de passage.

Le Coq : Le lieu était un lieu ouvert à tous. Les gens qui venaient avec un projet ou l'envie de participer,



Notre démarche était axée sur les projets et les ateliers

L'ÉCOLE HABITÉE

CSOA qu'es aquo ?

prenaient la responsabilité de leur proposition. Cela n'a-t-il pas empêché le bon fonctionnement de ce lieu ?

A. : Au début, nous avions des AG tous les jours et il y a eu, sur tout ce qui était fonctionnement, des commissions créées en AG avec une dizaine de personnes dans chaque commission et un changement du référent toutes les semaines. Cette pratique a eu pour effet de responsabiliser le plus grand nombre de personnes. Au delà des commissions, nous avons dû coordonner les différents projets. Je me suis inscrite dans la commission juridique, un travail énorme que je ne connaissais pas du tout. Petit à petit, on a essayé de former les gens pour qu'ils puissent prendre la commission. Ce principe d'organisation a permis une présence plus tenue dans cette commission pour développer les dossiers que nous devions présenter au tribunal. On a été amené à mettre les idées au clair, à développer le projet par écrit. Cela nous a amené une certaine cohérence et la concrétisation d'un fonctionnement interne qui a vraiment bien marché en sachant que nous n'étions là que pour une durée très courte.

J. Ph. : Nous n'allions pas rester. En accord avec l'association les Calendrières, nous devions libérer le lieu à temps pour permettre le démarrage des travaux d'aménagement de l'école. En fait, il y a trois semaines que nous sommes partis et les travaux n'ont pas commencé.

A. : Le journal "Le Canard Social" continue de fonctionner. Nous avons tous des projets individuels que nous avons laissés de côté pour travailler sur la structuration interne du collectif.

Laurent : Ce que j'ai trouvé de bien, c'est cette notion d'ouverture à tous, mais cela n'a pas été facile. Nous avons été confronté aux problèmes

des toxicos. C'est une population qui a créé pas mal de soucis, notamment la gestion du manque. La théorie, c'est une chose, la pratique c'est autre chose.

A. : Là-dessus, il y eu vraiment un débat. Au début, on a accepté tout le monde et on a vu ceux qui ont eu réellement l'envie de s'investir. Il y a eu beaucoup de SDF ou toxicos. Au bout d'une semaine, pour certains, la seule chose qui les intéressait, c'était d'avoir un lieu pour pouvoir faire leurs affaires tranquillement. La sélection s'est faite. Le lieu devenait un repaire de trafic.

J. Ph. : L'avantage pour eux, et à la différence d'un squat d'habitation, au CSOA il y avait des gens qui géraient le quotidien, la popote, la bagagerie, le ménage alors que le but était de responsabiliser chacun par rapport à un projet collectif. Mais comment tu veux que l'on trie les gens à l'entrée et dire "toi tu as une tête qui fait peur, toi je me méfie." Il y a eu des gens qui dès le départ ont abusé de ce système et qui sont venus foutre la merde.

A. : Nous tirons la théorie de notre

pratique. On a vécu une expérience et on en tire des leçons. A partir de là, qu'est ce qu'on va faire. On a fonctionné par étapes avec énormément de choses à gérer.

L. : Pour moi, c'est une expérience : être ouvert à plein de choses tellement différentes.

J. Ph. : Le lieu s'est prêté à cela. Il y avait une grande cour et de quoi loger des gens dans des conditions acceptables avec l'eau et l'électricité et même une machine à laver. L'accueil de gens en difficulté même si nous n'étions pas des professionnels était basé sur la solidarité, des gens étaient dehors et il faisait froid. Si ces gens-là se sont pointés au CSOA avec leurs chiens, c'est qu'on ne les voulait pas ailleurs. Ce n'était pas un problème en soi mais lorsque tu te retrouves avec douze clébards, ça devient un chenil. Ce problème là, nous ne pouvions pas le prévoir et le planifier à l'avance.

● **Le Coq** : la difficulté première n'a-t-elle pas été d'essayer d'amener un projet trop vaste, de se retrouver sur un lieu avec des populations différentes, les unes avec des projets de

construction, les autres en grandes difficultés sociales ?

A. : Au bout d'une semaine, l'association comprenait 75 adhérents. Du moment où il y avait autant de personnes parties prenantes du projet, tout était possible : s'occuper de monter des projets, être en relation avec d'autres associations. Toutes ces personnes ne sont pas investies de la même manière, comme partout un peu moins de la moitié s'est vraiment investie à différents degrés. On s'est retrouvé trop peu nombreux pour prendre des décisions sur les choses importantes et gérer les projets des uns et des autres.

J. Ph. : Au niveau du lieu, on s'était rendu compte qu'il fallait être beaucoup plus ferme au départ et on a fait l'inverse. On a fermé graduellement le lieu. On ne pouvait plus gérer toutes les personnes et nous étions incapable de les virer.

A. : C'est quand même aussi tout l'intérêt de cette expérience. Quand on ouvrira, probablement en septembre ou en octobre, un centre avec la trentaine de personnes qui sont restées sur cette idée de lieu autogéré, le plus important travail à faire ce sera de tirer les leçons de cette première expérience. C'est quelque chose qui est clair entre nous.

Le Coq : Merci à Alice, Benoit, J. Philippe, Laurent ■



L'accueil de gens en difficulté... était basé sur la solidarité

MORT-E SUR ORDONNANCE

Contaminé-e sous Dr Douste Mort-e sous Mister Blazy

Jeudi 6 mai 2004 :
Communiqué de presse
d'Act Up Toulouse



Aujourd'hui, des militant-e-s d'Act Up Toulouse ont interrompu la séance du conseil municipal, pour interpeller le ministre de la santé (et anciennement maire de Toulouse). Malgré ses promesses électorales lors de la campagne pour les municipales, qu'il n'a pas hésité à renier, Philippe Douste-Blazy assiste à l'élection de son successeur à la Mairie de Toulouse. Le nouveau ministre de la santé va pouvoir appliquer au niveau national une politique qu'il n'a pas hésité à appliquer sur la ville rose.

Sur le projet "Hôpital 2007", M. Douste-Blazy est en totale adéquation avec son prédécesseur pour une privatisation, qui ne dit pas son nom, de notre système de soins basé sur la solidarité. A ses yeux nous ne serons plus des usager-e-s de l'hôpital mais des client-e-s (système de santé à deux vitesses qui exclura les plus démunis d'un accès à des soins de qualité). Malgré ses déclarations, qui se veulent rassurantes (accès à des soins de qualité pour tous et toutes, quels que soient les revenus des personnes), c'est par ses actes que nous pouvons juger de la non crédibilité de ses paroles. Pour exemple, à Toulouse :

- Le démantèlement de l'hôpital du centre-ville La Grave qui continue (avant d'être vendu). Dans le courant de l'année, la pharmacie hospitalière va fermer et mettra les rares services encore ouverts, et les usager-e-s, dans de graves difficultés d'approvisionnement en médicament (le CDAG - Comment vont il faire pour la délivrance des traitements dits d'urgence ? - la médecine sociale et huma-

nitaire, la prise en charge des dépendances (alcool, drogues)).

- La mise en place pour 2004, dans le cadre du projet Hôpital 2007, de la nouvelle tarification à l'activité oblige le CHU de Toulouse a gelé plus de 250 postes (plus d'embauche de personnel et non remplacement des départs à la retraite). Cette politique de précarisation de l'hôpital nuit à son bon fonctionnement (personnel surchargé de travail) et à la qualité des soins que nous recevons.

- Pénalisation de deux acteur-ric-e-s de prévention de l'association de lutte contre le sida AIDES.

Et pendant que M. Douste-Blazy parle, ou inaugure un salon de la moto à Toulouse (plutôt que de rencontrer les associations de lutte contre le sida et les hépatites), les détenu-e-s continuent de s'entasser dans les prisons françaises, et pour certain-e-s de mourir alors que leur état de santé aurait dû leur permettre de sortir, si la loi était appliquée. Les crédits des associations continuent de baisser et la politique de répression continue de s'exercer contre les plus précaires en totale opposition avec une vraie politique de préven-

tion et d'accès aux soins. En réponse à cette réalité du terrain, le directeur général de la santé William Dab réfléchit à la mise en place d'un "inventaire populationnel des besoins" pendant que des milliers de personnes, comme cet été pour la canicule, seront victimes d'une nouvelle catastrophe sanitaire et de l'attentisme des pouvoirs publics.

Act Up Toulouse exige du ministre de la santé :

- L'arrêt du démantèlement de l'hôpital La Grave, à Toulouse ;
- L'abrogation de toutes les mesures législatives et réglementaires qui sont incompatibles avec nos missions de prévention et d'accès aux soins.
- Le gel du projet "Hôpital 2007" et l'instauration de véritables discussions avec tous les partenaires sociaux et les associations.
- Qu'il rencontre, écoute et surtout qu'il tienne compte de ce que les associations ont à lui dire concernant la réalité du terrain vécue par les malades et les personnes précaires ■

Contact Presse :
Guy Molinier - 06 18 41 20 99

CHIFFRES ET CASTAGNES

18 mois : c'est le temps, dans le meilleur des cas, que propose le groupe Total pour dépolluer le site de la Grande Paroisse. Alors que ce site est le lieu de toutes les pollutions depuis 80 ans, l'ancien propriétaire considère qu'il n'a pollué que pendant 2 ans et ne voit pas pourquoi il prendrait seul la responsabilité de la dépollution. Cela va être dur de retrouver les anciens responsables mais pas coupables d'un tel gâchis. Un indice : le premier pollueur fut Louis le quatorzième du nom qui fit implanter sur l'île du Ramier la première poudrerie. Lettre envoyée par PJC le 30.04.04

6 millions d'euros : c'est la somme investie par Total Énergie pour l'implantation d'une usine de fabrication de panneaux solaires dans la commune de Saint-Martin-du-Touch, près de Toulouse. Après le robinet du pétrole, le robinet du solaire. Plus écolo que les actionnaires de Total tu meurs ?

20 tonnes : c'est la quantité de nitrate d'ammonium qu'il a fallu à Mihalesti en Roumanie le 24 mai 2004, suite à un accident de la route, pour tuer 18 personnes et creuser un trou de 15 mètres de diamètre et 10 mètres de profondeur. C'est ce qu'en Roumanie on appelle le travail à flux tendu. Libération - 25 mai 2004

128 293 218 euros : c'est sur cette somme que Total, l'État et les universités toulousaines se sont mis d'accord en dédommagement des dégâts occasionnés aux structures universitaires. Cet argent engrangé par le ministère des finances, les universités, qui cherchent mais qui ne trouvent pas, c'est bien connu, n'en ont pas vu la couleur. Bercy premier racketteur de France ? Mais que fait Sarkozy ? Libération - 9 juin 2004

» Bibass

nous ne serons plus des usager-e-s... mais des client-e-s

LA LIGNE ROUGE... ET NOIRE

Autonomie du mouvement social

Rien que le titre et déjà la polémique commence.

Il faut dire que ce débat n'est pas nouveau entre le courant libertaire ouvrier et les courants bolcheviques.

Le rapport entre le mouvement social et la politique a pris à plusieurs occasions des formes conflictuelles. Surtout quand il s'agit de poser les rapports entre les organisations de luttes et les partis politiques.

Polémiques d'hier et d'aujourd'hui

À chaque fois, la question a été posée dans un contexte historique donné. Ainsi, les trahisons des socialistes ont-elles poussé les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires à revendiquer une totale indépendance entre le mouvement syndical et les partis politiques. Cette exigence d'indépendance qui s'est concrétisée dans la Charte du congrès d'Amiens (de la CGT) du 08 au 16 oct. 1906 s'est doublée d'une particularité ; le refus de la coupure sociale-démocrate entre l'économique et le politique et l'adoption ainsi de la théorie de Pelloutier dite de la double besogne. Le syndicat revendique ainsi son droit à s'occuper en même temps des revendications et des questions de société.

Cette conception d'autonomie et de capacité politique reposait sur une conception de classe : à savoir la nécessité d'assurer l'autonomie de la classe ouvrière tout en revendiquant sa capacité politique à changer la société sur ses bases.

En Août 1907 deux congrès importants ont eu lieu.

L'histoire a surtout retenu le congrès anarchiste d'Amsterdam avec notamment la controverse entre Malatesta et Monatte où les deux leaders se sont opposés sur la question du syndicalisme et le rôle des anarchistes



vis-à-vis du syndicalisme. Un débat qui constitue encore aujourd'hui une référence pour les militant(e)s du mouvement social.¹

Il y a aussi le congrès de la 2^e Internationale socialiste à Stuttgart, auquel les Bolcheviques russes et notamment Lénine participent. Rosa Luxemburg est également présente. Lénine, dans ses œuvres (tome 13 - juin 1907-avril 1908 - Editions sociales), se félicite de l'adoption d'une résolution sur les rapports entre partis et syndicats qui préconise la subordination des seconds aux premiers : "Le congrès de Stockholm du P.O.S.D.R s'était prononcé pour des syndicats non rattachés au parti, s'en tenant ainsi au principe de neutralité. C'est cette même attitude qu'avaient toujours adoptée nos démocrates sans-parti, bernsteiniens et socialistes-révolutionnaires. Le congrès de Londres avait formulé lui, un autre principe ; celui d'un rapprochement des syndicats et du parti allant jusqu'à la recon-

naissance (dans certaines conditions) des syndicats au parti." écrit Lénine. Il poursuit : "Et comme l'a fait justement remarquer Kautsky, et comme chacun pourra s'en convaincre en lisant attentivement [la résolution adoptée à Stuttgart], met fin à la reconnaissance du principe de la "neutralité. [...] Or, la résolution de Londres indique, pour la Russie, que ces liens doivent revêtir, si les conditions s'y prêtent, la forme du rattachement des syndicats au parti, et que c'est dans ce sens que doit s'orienter l'activité des membres du parti. [...] Il est à noter que les aspects dangereux du principe de la neutralité sont apparus au grand jour à Stuttgart, en ceci que la moitié de la délégation allemande, composée de représentants des syndicats, était la plus résolue à occuper les positions de l'opportunisme."

Ainsi les stigmatisations, les disqualifications prononcées par Lénine contre le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme ne

s'embarrassaient pas de détails. Le syndicalisme de lutte des classes et de transformation sociale était vilipendé.

Aujourd'hui, la critique de l'autonomie du syndicalisme de classes et de l'autonomie du mouvement social en général revêt de nouvelles formes tout en disqualifiant, à nouveau, les partisans cette autonomie.

Il ne sera pas nécessaire de s'attarder sur les formules utilisées par D. Bensaïd et Ph. Corcuff dans une contribution polémique dans Libération, en réponse à la publication par ce journal du premier appel pour l'Autonomie du mouvement social en août 1998, où l'un des reproches étonnants était le refus de "mettre les mains dans le cambouis".

Il ne sera pas plus nécessaire de revenir longuement sur le modèle brésilien si vanté, où "c'est le mouvement social qui a créé le PT" et "c'est cette démarche qu'il faudrait impor-

Le syndicalisme de lutte des classes et de transformation sociale était vilipendé

ter en France", au moment où c'est le social-libéralisme qui triomphe sous la direction du gouvernement de Lula et alors que les forces du mouvement social se battent pour leur indépendance de classe.

Pour certains le spectre de l'anarcho-syndicalisme serait de retour avec l'apolitisme et l'idée que le syndicat et le mouvement social se suffiraient à eux-mêmes, niant par là-même les partis, les courants etc.

Certaines critiques plus fines font état de rôles différents entre les partis et les syndicats. Mais aussitôt pour dire combien le syndicat ne peut pas se permettre de se poser la question du projet de société. Le syndicat s'adressant à des travailleurs(euses) aux conceptions idéologiques diverses ne pourrait pas à la différence des partis adopter un programme. Étant entendu que le programme en question est la conquête du pouvoir.

Yves Salesses dans une contribution (Futurs 11 septembre 2002) tout en soulignant qu' "il semble désormais acquis que mouvement social et forces politiques n'agissent pas dans des champs séparés, n'ont pas de terrain réservés", ajoute "la fin de la séparation des champs ne doit pas signifier celle de la différence des fonctions, la tentation de substituer le "mouvement social" aux partis politiques serait une impasse". Et Yves Salesses d'expliquer qu'il faut que les organisations du mouvement social (associations, syndicats) n'assument pas "les fonctions politiques qui les conduiraient en revanche à dissoudre cette activité particulière dans une action générale, où la défense des intérêts spécifiques dont elles ont la charge serait inévitablement relativisée". En somme un contre-pouvoir et des contre-pouvoirs qui peuvent faire de la politique mais dans des limites où pour reprendre la formule assassine de D. Bensaid les contre-pouvoirs ne se préoccupent pas du pouvoir. Dans son livre Révolution 100 mots pour changer le monde (Editions Flammarion) Olivier Besancenot règle

la question en 34 mots : "Le syndicat ou les associations partent toujours de la nécessité de la défense des salariés et des opprimés. Le parti, lui, défend un projet global de société et une stratégie de conquête du pouvoir." À tout cela s'ajoute que le débat sur le projet de société est devenu pratiquement impossible, y compris parmi les courants se revendiquant de la révolution du fait du bilan globalement négatif des expériences à l'Est. Le débat à la rigueur ouvert restera celui des tactiques (certains plus polémiques diront sur l'opportunisme), mais la question d'un projet émancipateur des exploités ne semble plus à l'ordre du jour.

Reprenre le débat sur les rapports entre le mouvement social et les partis politiques nécessite de chercher ce que nous avons peut-être appris et dont nous n'avons pas tiré toutes les conséquences.

D'abord, les stigmatisations et autres disqualifications des partenaires ne peuvent tenir lieu de débats.

Ensuite, il y a un arc de forces relativement important qui admet que le mouvement social fait de la politique. En ce que la politique n'est pas résumable à la participation aux institutions étatiques et au parlementarisme. Souvent même, les luttes posent des questions de société qui sont bien en avance sur ce que les partis et organisations politiques peuvent défendre.

Pluralisme, pluralité de légitimité

Qui se plaindra que de la base de la société naissent de nouvelles exigences qui ne font pas appel à l'Etat et à la noblesse d'Etat et au parti ? Ceux et celles qui soutiennent l'auto organisation dans les luttes devraient s'auto-limiter dès lors qu'il faudrait discuter d'un projet émancipateur ?

À un moment où la crise de la représentation et de la représentativité pose dans de nombreux domaines la question fondamentale de la démocratie, que l'abstention constitue le

premier vote ouvrier, que des forces de plus en plus importantes dans le monde s'en prennent à la pseudo légitimité des dirigeants et des institutions, à un moment même où la question de savoir si dans ce monde il y a réellement un espace réformiste dans le cadre des institutions étatiques, et du capitalisme mondialisé, des luttes renouvellent dans le refus de la délégation de pouvoir, la subversion et l'espoir de projets émancipateurs.

Il ne s'agit pas de mythifier un mouvement social pur qui serait porteur de toutes les ruptures et des partis politiques cantonnés dans l'échec et le passé.

Il faut enfin tirer les conséquences de l'acceptation théorique du pluralisme. L'anarcho-syndicalisme dans sa forme ancienne et le léninisme ont tous deux fondé leur pensée politique sur une conception mythique de la classe ouvrière qui n'a jamais existé. Mais d'une certaine manière ces deux courants historiquement n'ont pas pensé et ont plutôt combattu le pluralisme.

Admettre le pluralisme, c'est admettre qu'il peut y avoir plusieurs légitimi-

tés. S'agissant de la politique, c'est admettre que le mouvement social et donc ses composantes sont légitimes à se poser les questions politiques globales. Cette conception politique à partir de la réalité des mouvements et organisations à penser globalement doit être admise par les partis et organisations politiques.

De même, il n'y a aucune raison à ne pas admettre que les partis politiques puissent penser la politique et avoir leurs propres projets. On a d'ailleurs tendance à parler des organisations de luttes en mettant en avant leurs diversités idéologiques en leur sein, mais on oublie également de parler des organisations politiques qui présentent elles aussi une grande diversité de positions.

Réélaborer à partir de la situation d'exploités un projet émancipateur au sein du mouvement social ne fait pas obstacle à ce que les partis et organisations politiques se posent la même question. Tout cela suppose qu'un certain nombre de choses soient concrètement abandonnées. Et, notamment la croyance qu'en définitive, héritage du léninisme, les questions importantes se règlent dans l'organisation politique. *Suite p.8*



LA LIGNE ROUGE... ET NOIRE

Autonomie du mouvement social

Admettre le pluralisme, l'existence de plusieurs légitimités c'est admettre qu'il puisse y avoir plusieurs lieux pertinents d'élaboration. C'est finalement ne pas choisir entre ce qui serait plus ou moins important (le mouvement social ou le parti, l'organisation politique). Tant que les héritiers de Lénine et les enfants du prophète continueront à revendiquer la suprématie du parti, même de façon soft, le débat ne pourra pas avancer. Parce qu'en définitive ils continuent, même de façon non revendiquée, à penser en termes de subordination.

De l'autre côté, la plupart des partisans de l'autonomie du mouvement social n'ont aucune envie de nier les partis, les organisations politiques. Cela suppose aussi qu'un effort d'élaboration se fasse.

Un fil rouge et des lignes jaunes

On le voit, il y a un fil rouge centré sur la démocratie, le pluralisme et la pluralité de légitimités. Mais il y a aussi des lignes jaunes.

La prétention des uns et des autres à vouloir être reconnus officiellement ou officieusement comme le prolongement politique ou le débouché des luttes empoisonnent les rapports entre le mouvement social et les partis politiques. C'est particulièrement vrai pour les partis intervenant dans le champ des institutions.

Évidemment on ne parle jamais de méthodes qui pourraient être mises en place pour éviter les récupérations et les hold-up sur les luttes.

On pourrait envisager que les membres des mouvements de lutte soient consultés plutôt que de tenter de s'accaparer le capital symbolique

de ces luttes par divers moyens (ouverture des listes à des figures sensées représenter les mouvements de lutte, utilisation des notoriétés acquises comme animateur(trice) de telle ou telle lutte pour telle ou telle élection etc.) Un temps de "jachère" entre un mandat associatif et l'exercice d'une fonction représentative serait normal. Le mouvement social se représente lui-même et il faut l'admettre.

Il serait paradoxal que les révolutionnaires qui revendiquent haut et fort l'indépendance du syndicalisme, et alors que quelques progrès ont été enregistrés notamment à la CGT, demandent de faire le chemin inverse au profit de leurs organisations. Les partis politiques et leurs offres

politiques ne sont pas pertinentes comme gauche syndicale, comme prétention à être la représentation des mouvements de lutte, mais comme capacité, à partir de leur réalité, d'être des forces politiques d'analyses, de propositions, de projet. Il faut donc organiser la confrontation y compris conflictuelle entre le mouvement social et les partis et organisations politiques. Personne n'a intérêt à l'ignorance réciproque. Mais là encore, les méthodes manipulatoires, les coups tordus ne doivent plus avoir cours. Des débats à visages découverts où l'on ne cache pas les appartenances pour faire plus large. La ruse si chère à Lénine quant aux rapports avec les autres forces politiques ne peut mener qu'à la défiance.



D'une certaine manière, ce dont nous souffrons c'est plus d'un manque de politique que d'un trop plein de politique. Étant entendu que ce n'est pas la combinaison électorale la plus maligne qui est ici visée.

Contre-pouvoirs et pouvoirs ne sont pas dans le même bateau

... Qui tombe à l'eau ?

La vision héritée de l'histoire d'une classe mythique et de sa représentation politique homogène mène à des conceptions hégémoniques qu'il faut vraiment abandonner.

De même, il est temps d'abandonner l'idée selon laquelle pouvoirs et contre-pouvoirs pourraient se confondre. Si aucun sujet n'est tabou pour les forces du mouvement social et pour les courants politiques, l'exercice des contre-pouvoirs ne peut se confondre avec l'exercice du pouvoir. Il y a bien des fonctions différentes entre les forces qui agissent comme contre-pouvoirs et les partis qui exercent le pouvoir.

Il semble acquis que même dans le socialisme, il y aura besoin d'une représentation spécifique, autonome et donc nécessairement conflictuelle des travailleurs (euses).

Alors aujourd'hui, pourquoi ne pas penser les fonctions spécifiques du pouvoir et des contre-pouvoirs ?

À la lumière de l'expérience, l'idée de l'autonomie du mouvement social progresse dans le monde, pas comme position neutraliste ou refus de la politique, mais comme une exigence démocratique à maîtriser les luttes, leurs représentations, et à inventer à partir de la base de la société un autre futur ■

> **Thierry Renard**

[1] Anarchisme et syndicalisme, le congrès anarchiste international d'Amsterdam - Nautilus Editions du Monde Libertaire

Personne n'a intérêt à l'ignorance réciproque

DÉTRUIRE, DISENT-ILS

3 raisons de se battre contre la privatisation de la Sécurité sociale

la Sécu : on s'est battu pour la gagner, il faut se battre pour la garder.

Le gouvernement et le Medef veulent à tout prix "réformer" (lire "casser") la Sécurité sociale en commençant à privatiser l'assurance-maladie. Pourquoi faut-il se battre contre la privatisation?

1. Parce qu'elle favorise les plus riches et amoindrit le droit à la santé pour tou(te)s. Moins de "Sécu" pour tou(te)s, plus d'assurances privées pour ceux et celles qui en ont les moyens. C'est le fil conducteur de la logique gouvernementale. Cela signifie que le droit universel à la santé n'existe plus. Seuls les plus riches pourront se permettre une assurance-maladie complète.

2. Parce que le "trou de la Sécu" est un mensonge. On nous parle d'un déficit de 13 milliards d'euros de la Sécu... mais un simple examen des comptes 2003 montre que le cumul des retards de cotisations patronales et des retards de paiements de l'État représente 20,1 milliards d'euros ! Le "trou" est un mensonge et un prétexte.

3. Parce que notre santé n'est pas une marchandise. Les assurances privées attendent impatiemment la "réforme" qui leur permettra d'accaparer une portion du "marché de la santé". Elle leur permettra également de cogérer la "Sécu", donc d'être juge et partie dans la répartition du gâteau.

Décrypter la réforme libérale de la Sécu

1. Toujours faire payer les salariés, jamais le patronat ! Les cotisations sociales et patronales n'augmenteraient pas de la même façon. Douste-Blazy a déclaré : "En ce qui concerne le financement, le gouvernement veillera à ce que, si de nouveaux prélèvements étaient nécessaires, ils ne pénalisent ni la croissance ni l'emploi." En langage libéral, cela signifie : l'augmentation

des cotisations sociales des salariés d'accord, l'augmentation des cotisations patronales, jamais !

2. Le coup du "troisième étage". Le projet libéral est le suivant : en plus des niveaux de remboursement actuels, d'une part le régime obligatoire, d'autre part les "mutuelles complémentaires", la réforme Raffarin/Douste introduirait un troisième niveau pour donner une part du gâteau aux assurances privées. Il serait ainsi donné satisfaction au Medef en permettant de :

- diminuer la part des cotisations sociales au profit des assurances individuelles privées, dans une logique comparable à la réforme des retraites.

- combiner cette contre-réforme avec celle de l'hôpital public, dont le financement est pris en charge par la Sécu. Le projet "Hôpital 2007" se résume à confier au privé les soins les plus rentables et au public les plus coûteux ! Et après on va crier au déficit public ! - abattre la conquête qu'a été la Sécurité sociale à la Libération. Depuis 1945, un secteur essentiel de la vie collective échappe à la loi du profit. Le patronat veut l'anéantir car elle est porteuse de valeurs alternatives : "à chacun selon ses besoins".

3. La nouvelle "gouvernance" : c'est la privatisation. Parmi les mesures étudiées ou prévues, les intérêts privés auraient accès à la gestion de la Sécurité sociale, au détriment des assurés sociaux. Mutuelles complémentaires et assurances privées auraient donc leur mot à dire sur l'étendue des tarifs et des remboursements pratiqués : le gâteau serait sûrement bien partagé... au détriment de l'intérêt général.

4. Raffarin : les intérêts privés et l'idéologie capitaliste. Raffarin a donné la ligne de la réforme : l'assuré paiera une part de sa poche, pour être "responsabilisé(e)" ! Et il y aura encore des déremboursements, mais choisis "en fonction de critères scientifiques". Se pose alors la question : "Si ces médicaments sont inefficaces, pourquoi leur vente est-elle autorisée ?" Mais parce qu'en l'autorisant, on autorise l'enrichissement des mul-

tinatoires pharmaceutiques ! Ya bon le capitalisme : si quelque chose est inutile mais se vend, le patronat le produit. Si quelque chose est utile mais pas rentable au patronat, on en cesse la production.

5. L'exclusion des plus pauvres. Pour le pouvoir, la casse de la Sécu est une étape de plus dans l'abolition du droit à la santé. L'exclusion de certaines catégories du champ de la Sécurité sociale a commencé avec la réforme de l'Aide médicale d'État (AME), seul recours des personnes sans droit au séjour en France, et devenue impossible à obtenir.

6. La gratuité des soins : ce serait fini dans tous les cas. Selon le ministre, "laisser au patient un reste à charge pourrait permettre [...] de sortir de l'impression d'une gratuité totale des soins." Mais chaque salarié(e) cotise pour l'assurance-maladie ! Une cotisation est déduite de son salaire ! Chaque salarié(e) a donc droit à l'assurance quand il est malade ! Derrière une attaque idéologique contre la "gratuité", apparaît la volonté de pressurer les salarié(e)s !

7. La carte vitale : une diversion. Douste/Raffarin nous accusent de frauder : il y aurait 10 millions de cartes en trop. Et les cartes légalisées seraient utilisées par des familles entières ! La solution serait donc d'y coller une photo. Mais plutôt que de bavarder sur un phénomène marginal au regard des enjeux, on ferait mieux de s'interroger sur cet aveu : si on a besoin de frauder pour se soigner, cela signifie que le principe d'une couverture médicale universelle est déjà bien entamé !

8. Le "grand fichier central". Une autre façon de limiter cette prétendue fraude, et notre consommation "inconsidérée" de soins, serait de créer un dossier médical centralisé accessible par tou-te-s les médecins. Quel est le risque avec ce "Grand Fichier centralisé", hormis celui qu'il fait courir au secret médical ? Seuls les actes inscrits dans le dossier seraient remboursables. Il suffit de fixer une limite au nombre d'examen possibles et hop!

Seul(e)s les riches pourraient s'inquiéter de leur santé sans s'inquiéter de leur porte-monnaie.

une alternative : la socialisation

Un principe fondamental : le droit à la santé pour toutes et tous, la nécessité de soigner doit primer sur toute considération comptable. Il faut revendiquer la gratuité, qui seule permet l'accès universel aux soins.

1. Réunifier le système de santé. Il faut refonder une seule Sécu en lieu et place d'une Sécu à trois vitesses (Sécu pour les salariés, CMU pour les pauvres, Aide médicale d'État pour les sans-papiers) qui institutionnalise un véritable apartheid social. Il faut revenir à un organisme unique, à cotisation égalitaire, pour des prestations de qualité universelle.

2. Pour la prévention. Maladies professionnelles et accidents du travail : les indemniser c'est bien, les éviter c'est mieux. Cela nécessite d'imposer au patronat davantage de sécurité au travail, et d'assurer l'indépendance de la médecine du travail, aujourd'hui inféodée et financée par le patronat.

3. Socialiser les entreprises pharmaceutiques pour mettre fin aux détournements de cotisations que constituent leurs profits pharaoniques. Et permettre à la collectivité d'orienter la recherche scientifique vers les impératifs de santé publique.

4. Socialiser les cliniques et les hôpitaux. Pour développer et implanter de façon rationnelle et égalitaire tous les lieux où des soins sont dispensés, il faut en finir avec la logique de compétition, et adopter une logique de coopération, que seule la socialisation permet.

5. Pour une autogestion de la sécurité sociale. La société a besoin d'un service de santé socialisé, au sein duquel les professionnel(le)s gèrent collectivement l'organisation du travail et des moyens nécessaires, en fonction des objectifs mis en avant par les assuré(e)s sociaux ■

le principe d'une couverture médicale universelle est déjà bien entamé

ÉLECTIONS TRALALA ITOU

Que du vent

Les élections européennes ont eu lieu le 13 juin dernier, en un seul tour et avec un nouveau mode de scrutin par grandes régions. Des élections vides de sens, si ce n'est au niveau national.

Des élections dans un contexte d'élargissement européen, de débat sur la constitution et de problèmes de politique intérieure dans plusieurs pays. Le nombre de questions posées simultanément garantit l'absence de véritables choix sur les orientations.

Élargissement et constitution : circulez, y a rien à voir !

L'Union européenne vient de s'élargir à dix nouveaux pays sans aucun débat démocratique. Une fois de plus, il s'agit d'un "développement" par le haut. Or la question de l'élargissement n'a pas fini de se poser. Les dirigeants d'autres pays souhaitent intégrer l'espace économique européen.

Le plus médiatisé d'entre eux est la Turquie. Les arguments historiques, géographiques ou culturels opposés à cette intégration ne servent qu'à camoufler en général une démarche xénophobe ou un objectif de protectionnisme économique. Mais cette question est secondaire : avec ou sans la Turquie, nous continuons à nous mobiliser contre le capitalisme européen.

Le débat sur la constitution européenne commence. Pour des raisons économiques, l'intégration de principe de nouveaux pays a été faite avant de se demander comment fonctionner à 25. La réponse apportée par Giscard est dans la continuité idéologique et historique de la construction européenne : l'Union a comme objectif la préservation et le développement des profits capitalistes ; pour cela, il faut réduire la façade démocratique au strict

minimum nécessaire pour camoufler le système oligarchique au profit des possédants.

Le Parlement européen n'agit de toutes façons qu'à la marge sur les orientations de l'Europe. Les véritables centres de pouvoir sont la Commission et les réunions de chefs d'États et de gouvernements. Le Parlement européen est un hochet pour distraire les électeurs et électrices et faire croire à un fonctionnement démocratique.

Pour toute ces raisons il faut que tou(te)s les ressortissant(e)s de l'Union européenne puissent se prononcer. C'est pourquoi Alternative libertaire estime qu'un référendum est nécessaire et qu'il faut opposer un non internationaliste et anticapitaliste à cette constitution antidémocratique et capitaliste.

Des enjeux nationaux

Les enjeux nationaux dans plusieurs pays importants démographiquement sont en revanche cruciaux.

En France et en Espagne, la droite vient de subir deux lourdes défaites. En France, l'UMP a essayé de faire diversion en s'alignant sur la campagne xénophobe antiturque de Philippe de Villiers et du Front national, ou en instrumentalisant la question du référendum sur la constitution.

La social-démocratie européenne ne représente pas une alternative. En France, le Parti socialiste et les Verts sont ralliés au projet de constitution européenne ultralibérale. La trahison des social-démocraties est aussi manifeste en Grande-Bretagne et en

Allemagne. En Grande-Bretagne, le travailliste Tony Blair applique une politique libérale à l'intérieur, impérialiste à l'extérieur. En Allemagne, "l'agenda 2010" de Gerhard Schröder (SPD) constitue un véritable plan de bataille contre les salarié(e)s et les chômeur(euse)s.

Pour une convergence européenne des luttes

Le système politique actuel conduit de nombreux(se) travailleur(se) à choisir la peste pour pouvoir se débarrasser du choléra. C'est ce qui s'est passé aux élections régionales en France : la "victoire" du PS n'est rien d'autre que la conséquence mécanique de la défaite de Raffarin. Il y a fort à parier que les élections européennes nous ont montré le même spectacle.

L'extrême gauche électoraliste ne constitue pas plus que la social-démocratie une alternative pour s'opposer à l'Europe du capital. Lors des précédentes élections européennes, Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire nous avaient seriné que "des députés trotskystes à Strasbourg, ça peut changer les choses". On voit le résultat aujourd'hui : néant, si ce n'est de l'air pour leurs finances ! Les élections régionales ont démontré l'inutilité de ces partis sur le terrain institutionnel. Ils se posent en représentants de mouvements sociaux qui ne leur ont strictement rien demandé ! Au final, on revient toujours à la même problématique de construction des luttes sociales. Pour construire une Europe des droits, de l'égalité sociale et de la solidarité, ce ne sont pas des élections qu'il faut.

Ce sont des luttes, victorieuses, coordonnées au niveau européen. Un coche a été raté sur les retraites, pour lesquelles les mouvements de résistance dans plusieurs pays européens n'ont pas réussi à se coordonner. Si nous ne voulons pas perdre tous nos droits, il ne faudra pas rater les prochaines occasions ■

> Laurent Scapin

Secrétariat international d'AL

CHIFFRES ET MAUX

10 % : c'est l'augmentation que se sont attribuée les grands patrons français en 2003, c'est moins bien qu'en 2000 (36 %) et qu'en 2001 (seulement un petit 13 %). Dans cette même période le P.I.B. (Produit Intérieur Brut) n'a lui progressé que de 0,5 %. La bourse d'or revient au P.D.G. de l'Oréal avec un salaire brut de 6,57 millions d'euros ; à ceux pour qui comme moi, le change des euros s'arrête aux centaines, cela fait 43,1 millions de francs. Un peu de patience nous disent les sociaux, après l'Europe des riches, l'Europe du R.M.A. moins 50 %. La Dépêche du Midi.

50 000 dollars : c'est la somme que l'on devra déboursier si l'on veut cloner son chat. La firme "Genetic savings and clone" vous assure pour ce montant un chat à l'identique. Ils auront comme ils disent "un tempérament et une intelligence très similaires", mais pour quoi faire ? Qu'en pensent le chat héréssé de la C.N.T et son camarade Sylvestre, turbulents cavaleurs de gouttières et d'amours ? Courrier International

100 millions de dollars : c'est la somme engagée par la société Erinys, fondée par Alastair Morrisson ancien des SAS, pour embaucher 14 000 soldats irakiens et étrangers pour surveiller les champs de pétrole en Irak. C'est ça que Bush appelle les forces démocratiques de la coalition. The Spectator

500 à 700 euros : c'est la solde journalière d'un mercenaire britannique en Irak. Environ 500 militaires anglais gagnent les rangs des sociétés dites de sécurité tous les mois. Plus de quinze cent de ces sociétés privées installées en Irak débauchent à coup de dollars les pioupious britanniques qui voient ainsi leur solde s'envoler jusqu'à dix fois leur salaire antérieur au point que "pour beaucoup d'entre eux c'est l'équivalent de la ruée vers l'or en Californie" déclare un officier britannique. Actuellement en Irak on estime à plus de 45 000 les mercenaires recrutés par ces sociétés privées de sécurité. La lutte du bien contre le mal elle aussi doit être privatisée. Courrier International

> Bibass

construire une Europe des droits, de l'égalité sociale...

CROISSANT ROUGE

Bagdad cassé

Pour ceux qui s'intéressent à la situation en Irak, et qui ont du mal à croire qu'elle se résume au face à face hyper médiatisé des croisés américains et des fanatiques islamistes, voici quelques liens : Les sites de la Fédération des Syndicats et Conseils Ouvriers d'Irak et l'Union des Chômeurs d'Irak, et du Parti Communiste des Ouvriers d'Irak.

Ces deux organisations semblent très liées, mais dans ce que j'ai pu lire, ces militants ouvriers mènent une lutte à la fois contre l'impérialisme et contre la "résistance" intégriste et réactionnaire. En tout cas, et malgré les divergences que nous pouvons avoir avec ces militants ouvriers, ils sont sur des positions de classe (en me basant sur leur programme, ils donnent l'impression d'être assez proches des positions conseillistes, au moins sur la question de la dégénérescence de la Révolution Russe).

Le site (en français) de la Fédération des Syndicats et Conseils Ouvriers d'Irak et l'Union des Chômeurs d'Irak : www.uuiraq.org/french/french.html

Le site (en anglais) du Parti Communiste des Ouvriers d'Irak : www.wpiraq.org/english/

Et voici un de leurs communiqués :

**Non aux USA
Non à l'Islam politique !
Oui à la liberté et à la sécurité !**

Une atmosphère de guerre, de destruction et de massacre domine de nombreuses villes irakiennes. En raison du conflit entre les USA d'une

part et de l'autre le groupe de Muqtada Al-Sadr, ainsi que d'autres forces de l'Islam politique et des partisans du régime Baasiste. Ce conflit a pris des proportions dangereuses et risque d'avoir des conséquences catastrophiques pour la majorité des irakiens et irakiennes. Le combat entre les troupes US et celles de Muqtada Al-Sadr a englouti Bagdad, Najaf, Nasiriyah, Bassora, Karbala, Omarah et Kut.

Les troupes US ont également assiégé pendant plus de 3 jours la ville de Falluja, attaquant avec des hélicoptères Apache, des blindés et des centaines de marines. Elles ont transformé la ville en champ de bataille. Les combats ont coûté la vie à plus de 500 civils, en majorité des enfants. De nombreuses destructions ont été perpétrées. Tandis que les troupes US bombardent intensivement et sans discrimination les quartiers résidentiels, le groupe de Muqtada Al-Sadr (et d'autres groupes liés à l'Islam politique), portent les combats dans les quartiers afin d'impliquer activement des personnes innocentes dans ce conflit sanglant. Le Parti communiste des travailleurs en Irak condamne vigoureusement ces actions criminelles contre des civils.

La guerre et la politique des USA en Irak sont responsables de ces événements horribles. Les masses ira-

kiennes n'ont pas vu se réaliser les promesses des USA de ramener la liberté et la démocratie. Au lieu de cela, elles ont vu s'installer un scénario sombre, le transfert de l'administration de la société aux groupes religieux, ethnocentriques et tribaux qui, socialement et politiquement, semblent sortir des cavernes de l'âge de pierre. En Irak, le peuple n'a rien gagné à voir mettre en place un "nouvel Irak", ni à la "reconstruction", sauf la faim, le chômage, le dénuement. Il n'a rien gagné de la "liberté" promise, sauf le manque de sécurité, le chaos et le désintérêt total des troupes de gangs liés à l'Islam politique pour la vie, le droit et la liberté.

Les événements actuels indiquent seulement la profondeur du mécontentement et le ressentiment envers les USA, sa politique et ses projets en Irak. Pour les masses, chaque nouveau jour amène des difficultés et des tragédies.

De l'autre côté se tiennent les forces de l'Islam politique, associées aux derniers partisans de l'ancien régime baasiste. L'Islam politique, lâché par les USA eux-mêmes, profite du mécontentement populaire et exploite la juste et vaste colère des masses pour servir leurs propres intérêts. L'expérience de ces groupes, particulièrement après l'effondrement du régime fasciste Baas, est claire :



ils ont créé un cauchemar pour les femmes, les jeunes et les amis de la liberté. Ces mouvements politiques oppriment les femmes et les jeunes, nient leurs droits politiques et civils les plus élémentaires, par la violence systématique et quotidienne. Ils ne craignent pas d'employer les méthodes les plus ignobles et les plus inhumaines pour imposer leur loi. Ces piliers du terrorisme n'ont rien à voir avec les intérêts du peuple, sa prospérité, sa libération ou ses efforts pour expulser les USA d'Irak. Une meilleure vie pour les masses, c'est une vie dans laquelle il n'y aurait aucune place pour l'une ou l'autre des parties concernées dans ce conflit.

Les amis de la liberté et le Parti communiste des travailleurs en Irak luttent pour distinguer leurs rangs des deux piliers de ce conflit et pour consolider un troisième camp, humaniste, progressiste, libertaire et alternatif qui s'oppose au deux camps de la réaction et au terrorisme. Les masses ne doivent pas rester menottées à ce conflit terroriste et sanglant.

Les amis de la liberté et le Parti communiste des travailleurs en Irak n'ont aucune autre option que d'aller de l'avant, en larges rangs organisés, armés, et unis pour combattre les forces mortelles de la réaction et pour reprendre les villes irakiennes. Ils doivent prendre l'initiative et établir des centres dans les quartiers et les lieux de travail, qui permettront au peuple de se protéger et de diriger ses propres affaires ■

Parti communiste des travailleurs en Irak

8 avril 2004

ils ont créé un cauchemar pour les femmes, les jeunes et les amis de la liberté

La femme est l'avenir...

Initiateur du "socialisme scientifique" et de la sociologie moderne, du mutualisme, du syndicalisme révolutionnaire et du collectivisme autogestionnaire, Proudhon, s'il ne manquait ni d'audace ni de lucidité pour dénoncer les dangers de l'autorité et du dogmatisme en matière politique et sociale, fit, sur les sujets aujourd'hui qualifiés "de société", un étalage fanatique de préjugés puritains.

Il revient à d'autres d'avoir su tirer de la philosophie de Proudhon, et contre lui, les conséquences que lui-même n'avait ni su ni voulu voir. Nous publions dans ce numéro et le suivant une lettre de Joseph Déjacques, l'inventeur du néologisme "libertaire", à Proudhon, datée de 1857, qui reste étonnamment d'actualité.

De l'être-humain mâle et femelle
Lettre à P.J. Proudhon

par Joseph Déjacques
par l'éditeur perpétuel

Qu'est-ce que l'homme ? Rien. Qu'est-ce que la femme ? Rien. Qu'est-ce que l'être humain ? - TOUT.

Du fond de la Louisiane où m'a déporté le flux et le reflux de l'exil, j'ai pu lire dans un journal des États-Unis, la Revue de l'Ouest, un fragment de correspondance entre vous, P.J. Proudhon, et une dame d'Héricourt. Les quelques mots de Madame d'Héricourt cités par ce journal me font craindre que l'antagoniste féminin ne soit pas de force - polémiquement parlant - à lutter avec son brutal et masculin adversaire. Je ne connais rien de Madame d'Héricourt, ni de ses écrits, si elle écrit, ni de sa position dans le monde, ni de sa personne. Mais pour bien argumenter de la femme, comme pour bien argumenter de l'homme, l'esprit ne suffit pas : il faut avoir beaucoup vu et beaucoup médité. Il faudrait, je le crois, avoir senti ses passions personnelles se heurter à tous les angles de la société; depuis les cavernes de la misère jusqu'aux pics de la fortune; depuis les cimes argentées d'où s'ébranle en masse compacte l'avalanche du vice heureux, jusqu'au fond des ravins où roule la débauche souffreteuse. Alors, de ce caillou

humain, ainsi frotté de choc en choc, la logique, cette étincelle de vérité, pourrait jaillir.

J'aimerais à voir traiter cette question de l'émancipation de la femme, par une femme ayant beaucoup aimé, et diversement aimé, et qui, par sa vie passée, tint de l'aristocratie et du prolétariat, du prolétariat surtout; car la femme de la mansarde est plus à même de pénétrer par la vue et par la pensée au sein de la vie luxueuse officielle, ou secrète, de la grande dame, que la femme de salon n'est capable d'entrevoir la vie de privation, apparente ou cachée, de la fille du peuple. Cependant, à défaut de cette autre madeleine répandant les fécondes rosées de son cœur aux pieds de l'Humanité crucifiée et battant de l'âme vers un monde meilleur; à défaut de cette voix de civilisée repentie, croyante de l'Harmonie, fille anarchique; à défaut de cette femme abjurant hautement et publiquement tous les préjugés de sexe et de race, de lois et de mœurs qui nous rattachent encore au monde antérieur; eh bien ! moi, être humain du sexe mâle, je vais essayer de traiter envers et contre vous, aliboron-Proudhon, cette question de l'éman-

ciation de la femme qui n'est autre que la question d'émancipation de l'être humain des deux sexes.

Est-il vraiment possible, célèbre publiciste, que sous votre peau de lion se trouve tant d'ânerie ?

Vous qui avez dans les veines de si puissantes pulsations révolutionnaires pour tout ce qui dans nos sociétés touche au travail du bras et de l'estomac, vous avez des emportements non moins fougueux, mais d'une stupidité toute réactionnaire, pour tout ce qui est travail du cœur, labeur du sentiment. Votre nerveuse et peu flexible logique dans les questions de production et de consommation industrielles, n'est plus qu'un frêle roseau sans force dans les questions de production et de consommation morales. Votre intelligence, virile, entière pour tout ce qui a trait à l'homme, est comme châtrée dès qu'il s'agit de la femme. Cerveau hermaphrodite, votre pensée a la monstruosité du double sexe sous le même crâne, le sexe-lumière et le sexe-obscurité, et se roule et se tord en vain sur elle-même sans pouvoir parvenir à enfanter la vérité sociale. Autre Jeanne d'Arc du genre masculin, qui, dit-on, avez pendant qua-

rante ans gardé intacte votre virginité, les macérations de l'amour ont ulcéré votre cœur; de jalouses rancunes en dégouttent; vous criez: "guerre aux femmes !" comme la Pucelle d'Orléans criait: "guerre aux Anglais !" - Les Anglais l'ont brûlée vive... Les femmes ont fait de vous un mari, ô saint homme, longtemps vierge et toujours martyr ! Tenez, père Proudhon, voulez-vous que je vous le dise : quand vous parlez de femmes, vous me faites l'effet d'un collégien qui en cause bien haut et bien fort, à tort et à travers, et avec impertinence pour se donner des airs de les connaître, et qui, comme ses adolescents auditeurs, n'en sait pas le plus petit mot.

Après avoir pendant quarante ans profané votre chair dans la solitude, vous en êtes arrivé, de pollution en pollution, à profaner publiquement votre intelligence, à en élucubrer les impuretés, et à en éclabousser la femme. Est-ce donc là, Narcisse-Proudhon, ce que vous appelez la civilité virile et honnête ?

Je cite vos paroles : "Non, Madame, vous ne connaissez rien à votre sexe ; vous ne savez pas le premier mot de la question que vous et vos honorables

vous avez des emportements... d'une stupidité toute réactionnaire

de l'anarchiste



"Proudhon en Robert Macaire" par Bertail

ligueuses agitez avec tant de bruit et si peu de succès. Et si vous ne la comprenez point, cette question ; si, dans les huit pages de réponses que vous avez faites à ma lettre, il y a quarante paralogismes, cela tient précisément, comme je vous l'ai dit, à votre infirmité sexuelle. J'entends par ce mot, dont l'exactitude n'est peut-être pas irréprochable, la qualité de votre enten-

dement, qui ne vous permet de saisir le rapport des choses qu'autant que nous hommes vous le faisons toucher du doigt. Il y a chez vous, au cerveau comme dans le ventre, certain organe incapable par lui-même de vaincre son inertie native, et que l'esprit mâle est seul capable de faire fonctionner, ce à quoi il ne réussit même pas toujours. Tel est, madame, le résultat de mes

observations directes et positives : je le livre à votre sagacité obstétricale et vous laisse à en calculer, pour votre thèse, les conséquences incalculables." Mais - vieux sanglier qui n'êtes qu'un porc -, s'il est vrai, comme vous le dites, que la femme ne peut enfanter du cerveau comme du ventre sans le secours de l'homme - et cela est vrai -, il est également vrai - la chose

est réciproque - que l'homme ne peut produire par la chair comme par l'intelligence sans le secours de la femme. C'est de la logique et de la bonne logique, maître-Madelon-Proudhon, qu'un élève, qui a toujours été, lui aussi, un sujet désobéissant, peut bien vous arracher des mains et vous jeter à la figure. L'émancipation ou la non-émancipation de la femme, l'émancipation ou la non-émancipation de l'homme : qu'est-ce à dire ? Est-ce que - naturellement - il peut y avoir des droits pour l'un qui ne soient pas des droits pour l'autre ? Est-ce que l'être-humain n'est pas l'être-humain au pluriel comme au singulier, au féminin comme au masculin ? Est-ce que c'est en changeant la nature que d'en scinder les sexes ? Et les gouttes de pluie qui tombent du nuage en sont-elles moins des gouttes de pluie, que ces gouttes traversent l'air en petit nombre ou en grand nombre, que leur forme ait telle dimension ou telle autre, telle configuration mâle ou telle configuration femelle ?

Mettre la question de l'émancipation de la femme en ligne avec la question de l'émancipation du prolétaire, cet homme-femme, ou, pour dire la même chose différemment, cet homme-esclave - chair à séraïl ou chair à atelier -, cela se comprend, et c'est révolutionnaire ; mais la mettre en regard et au bas du privilège-homme, oh ! alors, au point de vue du progrès social, c'est dépourvu de sens, c'est réactionnaire. Pour éviter tout équivoque, c'est l'émancipation de l'être-humain qu'il faudrait dire. Dans ces termes, la question est complète ; la poser ainsi c'est la résoudre : l'être-humain, dans ses rotations de chaque jour, gravite de révolution en révolution vers son idéal de perfectibilité, la Liberté (...) ■

suite au N°43

l'être-humain au pluriel comme au singulier, au féminin comme au masculin

UN HOMME DE PAROLES

Makhnovtchina

Paroles Étienne Roda-Gil, sur l'air du Chant des Partisans (Traditionnel russe)

Makhnovtchina, Makhnovtchina
Tes drapeaux sont noirs dans le vent
Ils sont noirs de notre peine
Ils sont rouges de notre sang.
Ils sont noirs de notre peine
Ils sont rouges de notre sang.

Par les monts et par les plaines
Dans la neige et dans le vent
À travers toute l'Ukraine
Se levaient nos partisans.
À travers toute l'Ukraine
Se levaient nos partisans.

Au printemps les traités de Lénine
Ont livré l'Ukraine aux Allemands
À l'automne la Makhnovtchina
Les avait jetés au vent.
À l'automne la Makhnovtchina
Les avait jetés au vent.

L'armée blanche de Dénikine
Est entrée en Ukraine en chantant
Mais bientôt la Makhnovtchina
L'a dispersée dans le vent.
Mais bientôt la Makhnovtchina
L'a dispersée dans le vent.

Makhnovtchina, Makhnovtchina
Armée noire de nos partisans
Qui combattait en Ukraine
Contre les rouges et les blancs.
Qui combattait en Ukraine
Contre les rouges et les blancs.

Makhnovtchina, Makhnovtchina
Armée noire de nos partisans
Qui voulait chasser d'Ukraine
À jamais tous les tyrans.
Qui voulait chasser d'Ukraine
À jamais tous les tyrans.

Makhnovtchina...

Roda-Gil

Auteur de textes poétiques, narquois et volontiers baroques, il était connu comme parolier tous-terrains d'une variété française qui, de Julien Clerc à Obispo en passant par Vanessa Paradis, Claude François ou Catherine Lara, ne constitue pas chez la plupart d'entre nous le fond de discothèque...

Il était d'abord un homme libre.

La CNT lui a rendu hommage, le 1^{er} juin, dans le communiqué que voici :

La CNT salue la mémoire d'un compagnon

Etienne Roda-Gil, auteur-compositeur, s'en est allé aujourd'hui et avec lui, c'est un peu de notre histoire que nous perdons.

Ses parents, Leonor Gil et Antonio Roda, connaissent les luttes ouvrières de Badalona, dans la banlieue industrielle de Barcelone. Militant de la CNT, Antonio Roda fut, pendant la guerre civile, commissaire général des armées de l'Est, avant de devoir fuir le fascisme de Franco. Réfugié en France en 1939, le couple connaît les persécutions et les privations ; Leonor donne naissance à leur fils Etienne à Montauban, en 1941. Le père d'Etienne sera, en France, peintre dans un garage et mourra d'un cancer du poumon, dû aux vapeurs toxiques.

Étienne ne quittera plus sa famille idéologique : libertaire, familier de cette "mémoire des vaincus", et de la répression franquiste qui a poussé ses parents à l'exil, il participe au congrès de la CNT espagnole en exil, en 1961, à Limoges. C'est à cette occasion qu'il dépose à Oradour-sur-Glane, en compagnie de notre compagnon Joaquín Delgado, une gerbe

en souvenir des victimes du nazisme. Il ne savait pas encore que Joaquín serait garrotté dans la prison de Carabanchel à Madrid, deux ans plus tard, victime innocente d'un franquisme meurtrier et aveugle...

Etienne Roda-Gil fréquentera aussi les situationnistes. Sous les bannières rouge et noir de la CNT, il fut de ce Premier Mai 2004 comme de ceux qui l'ont précédé, ravivant cette mémoire ouvrière qui, unie, fit vaciller tant de dictatures... À l'ombre du parolier qui connut tous les succès, l'âme du libertaire et le coeur de l'anarchiste saignaient. Sa chanson à la mémoire des Makhnovistes, libertaires ukrainiens écrasés par les "rouges" dans les années 1920, nous revient plus forte encore... Ce soir, "nos drapeaux sont noirs dans le vent, ils sont noirs de notre peine, ils sont rouges de notre sang..."

Ensemble, nous referons des barricades. Et la même utopie nous portera ■

LIBER... TERRE

Demi-tour (2)

Résumé du premier épisode (Coquelicot n°41) : Après une altercation de type classiste avec un contremaître, un jeune manutentionnaire prend conscience qu'il est aussi un individu et s'embarque avec sa copine pour le Groenland. Un choix pas si aléatoire que son atlas peut le laisser penser...

On a rempli les sacs à dos et mis le cap sur le métro.

À St-Cyprien, à l'employée de la boutique SNCF on a demandé deux allers pour Thulé, Groenland.

La fille a pianoté un petit moment sur son terminal puis elle a dit :

- Alors c'est simple, sur la banquise pas de rail mais jusqu'à Copenhague, c'est possible.

- Hé ! Pourquoi Copenhague ? que j'ai répondu dubitatif à souhait sous mon turban.

- Parce que le Groenland c'est plus ou moins gouverné par le Danemark, à Copenhague, il y aura probablement un bateau.

Moi, j'aimais les cartes de géo pour la couleur de la mer et les points cardinaux, tout le reste n'était qu'un vaste continent partagé en cinq pour qu'on puisse nager et pêcher sur les bords, c'était tout.

Les frontières, c'est un truc de matons qui quadrillent la planète de feutre noir couleur barreaux. J'ai toutefois

acquiescé du turban en hommage aux connaissances des employés du service public.

Gaëlle trépignait. La distance, le train, le bateau lui semblaient de dérisoires étapes, elle avait une destination en ligne de mire et faisait fi des obstacles. L'employée SNCF a imprimé les billets, il y en avait toute une kyrielle avec des correspondances dans le nord de l'Europe. On a payé, promis d'envoyer une carte postale avec un timbre local couleur banquise et on est sorti de la boutique. J'ai acheté un quotidien, sûrement le dernier, pour voir comment tournait le monde le jour du grand départ, je le punaiserais dans mon igloo.

- Bon, on va vider les comptes, a dit Gaëlle qui ne perdait pas le Nord, le Grand Nord plutôt.

À la banque, aucune difficulté pour empocher nos sous. Ils n'étaient pas nombreux les euros mais devaient tenir jusqu'à Copenhague et le billet

de bateau. Après on serait chasseurs-pêcheurs, plus de problème de magasin.

On a repris le métro direction la gare Matabiau. Il n'y avait pas un pélot, tout le monde était au boulot ou au dodo. J'ai lu un peu de journal, les tristes clowns en treillis proliféraient toujours plus en mitraillant de-ci de-là, des vraies bactéries... Il était temps de partir.

Dès l'arrivée à quai, j'ai vu que quelque chose clochait dans la gare. Les treillis étaient déjà là, on avait été trop lent ma parole. Il y en avait partout, très intéressés par nos sacs. Alors on n'y a pas coupé, il a fallu tout déballer et répondre à la question fatidique : "Où vous allez ?".

- A Thulé, a cinglé Gaëlle très énervée.

- Thulé ! ques a co ? a rétorqué le képi.

- Demandez au guichet, j'ai dit. C'était la formule de trop, sont sus-

ceptibles les bleus... Séance tenante, on a gagné un billet pour le commissariat tout proche le long du canal. Une correspondance de plus...

Le commissaire a posé son index sur l'atlas. Mais lui c'était "d'la triche", il gardait les yeux ouverts.

- Thulé ! Bordel, z'avez d'la chance, lu tout Paul Emile Victor, irais bien avec vous, dans combien d'temps le train ?

Ce type parlait court. J'ai regardé la pendule du bureau à côté d'un poster de baleine :

- Reste cinq minutes, j'ai répondu. Le commissaire a mis son chapeau, réajusté son flingo et nous a guidés vers sa twingo. On était à la gare deux minutes plus tard accompagnés par le flicart.

Dans le train pour Paris, à peine assis, Gaëlle m'a dit :

- Regarde ! J'ai levé la tête : Le commissaire montait dans le train (...) > Sévy

LIBRES LIVRES

Fractures d'une vie

Charlie Bauer
Éditions Agone

Nouvelle édition revue et augmentée
Postface 2004 "Quinze ans après"

"Qu'est-il de plus important, être ou avoir ? Chacun (...) essaie de concilier ces deux modes d'existence (...). Qui n'a jamais menti, volé, éprouvé quelque colère ou révolte, enfreint le code (qu'il soit de la route ou pénal) ou au moins rêvé, imaginé, désiré le faire ? Celui qui ne se reconnaîtrait pas dans ces ardeurs, ces passions, ces

hauteurs et ces bassesses, ces raisons et ces torts serait un saint ou un fourbe, ce qui est d'égale valeur ; et ce récit, ces mots ne peuvent l'intéresser. Je parle au genre humain et non au surnaturel. Ce genre qui fait les individus pétris de fautes, d'erreurs. De ces êtres si beaux et si vils dans leurs imperfections qu'ils traduisent la preuve de leur perfectibilité."

Ne racontant pourtant que sa vie, Charlie Bauer rappelle presque un demi-siècle d'histoire de France, qui commence dans un quartier ouvrier à la périphérie de Marseille, dans les années 1950, où il se forge à la reli-

gion populaire d'alors, le communisme ; une formation complétée par le pillage en bande organisée, des magasins et des trains. L'engagement du PC dans la guerre d'Algérie provoque la première rupture. L'auteur et ses amis soutiennent le FLN. Arrêté, C. Bauer est condamné à vingt ans de réclusion. Son quotidien est désormais rythmé par ses transferts d'une centrale à une autre, dont neuf années en cachot ou dans des QHS. Après quatorze ans de détention, il revient vite à une vie de clandestin où il croise Mesrine en activiste contre les QHS, avant de replonger pour dix ans, jusqu'en 1988. Ce livre

paraît deux ans plus tard. Quinze ans après, cette réédition poursuit le témoignage d'une vie de résistance à l'ordre social dominant.

> Sévy

LES MURS EN PARLENT



St Cyprien résiste encore...

FLACON D'ARMAGNAC ET COPINAGE

Rencontre de (petits) journaux militants

20 et 21 août 2004 à Gondrin en Armagnac

À l'initiative du Cercle d'Étude Lissagaray et du "Temps des Cerises" de Quetigny

Le Cercle Lissagaray entretient la mémoire de P. O. Lissagaray, républicain sous l'Empire, journaliste et pamphlétaire, communiste exilé à Londres, auteur d'une incontournable histoire de la Commune. Il mena le combat pour une République sociale, tenta de faire l'union des Républicains contre le Boulangisme. Le Cercle d'Étude Lissagaray, par ses exposés-débats sur les luttes du 19^e siècle met en perspective les combats actuels.

Le but de cette rencontre est de réfléchir sur l'émergence de petits journaux aussi foisonnants que les écrits à la Révolution. C'est aussi d'en faire rencontrer les militants, qu'ils puissent échanger informations et écrits, sans autre structure que leurs relations multilatérales dans une République où le Copyright serait un gros mot, et pouvoir renouveler ces rencontres.

Déjà, Gav'Auch, journal des Alternatifs du Gers, le journal des précaires d'AC 32, des expression politiques, comme Point Gauche pour le 82, Confluence 81, Condom Citoyenne (l'opposition arrivée devant la Gauche plurielle) seront présents. Sur le plan local les organisations proches du Forum social seront invitées.

Une grande salle sera le lieu des débats et des stands des journaux, un terre-plein de grande dimension recevra les tables ou stands des associations. La Confédération Paysanne tiendra un point Bonne Bouffe, le Secours Populaire de Condom un point "café".

Contact : Tel 05 62 28 12 75
Babel Herret 32100 Condom.

Programme Vend. 20 août :

9h - Accueil • 10h - Débat : La limite de l'information par la presse régionale. Des petits journaux, pourquoi ? Comment ? Quelle influence ? • 14h-17h : Atelier divers suivant les thèmes des participants (eau, déchets, communauté de communes, etc) • 17h et plus : Musique et rencontres.

Programme Sam. 21 août :

9h-12h - Ateliers • 14h-17h - Plénières • 17h-19h - Rencontres • 20h - repas gascon

Inscription : Chèque de participation (non obligatoire mais souhaitée) de 10€ aux frais d'organisation. Il va de soi que les assos de précaires, chômeurs etc., en sont dispensés. Un dossier sur les hébergements, gîtes, camping etc., vous sera adressé.

Alternative libertaire

Sommaire du N° 130:

• Édito :

Contre tous les racismes

• Pleins feux :

Négocier ou s'imposer

Imprimerie Nationale : stratégie patronale pour un plan social

Fête d'AL

• Idées :

Travail et emploi des immigré(e)s

Mouvement antiguerre et laïcité

• International :

Solidarité avec les exploité(e)s palestiniens(ne)s

Singularité d'un génocide

Grand Moyen-Orient : un projet de

guerre et de pillage

• Culture :

René Vautier, cinéaste résistant

2,50 €. Alternative libertaire dans les Maisons de la presse, et, en région parisienne dans les gares SNCF, correspondances et terminus des métros et RER... et à Toulouse à Ombres Blanches. Le n°129 est consultable en ligne : alternativelibertaire.org



Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :


pour 5 numéros : 15,25 €

de soutien : 23 €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :



LE COQUELICOT, BP 74078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

ÇA M'ÉNERVE

Ils ont botté... 2

ÉCOLE HABITÉE

CSOA, qu'es aco ? 2

MORT-É SUR ORDONNANCE

Contaminé-e-s sous D^r Douste... 5

LIGNE ROUGE ET NOIRE

Autonomie

du mouvement social 6

DÉTRUIRE, DISENT-ILS

3 raisons de se battre contre

la privatisation de la Sécu 9

ÉLECTION TRALALAITOU

Que du vent 10

CROISSANT ROUGE

Bagdad cassé 11

ANARCHO-FÉMINISME

La femme est l'avenir...

... de l'anarchiste 12

UN HOMME DE PAROLES

Roda-Gil 14

LIBER... TERRE

On a rempli les sacs à dos 15

Directeur de publication :

Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Françoise Brami, Juanito Marcos,

Pierre Rouault.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15,25 €

Abonnement de soutien : 23 €

Boite postale : 74 078

31029 Toulouse CEDEX 4

coquelicot@alternativelibertaire.org

Ont été mis à contribution

pour ce numéro : Bibass, Thierry

Renard, Juanito Marcos, Laurent

Scapin, Ravachefolle, Sévy.

Photos : Decibelle, Bibass,

Nohamilton.

Les articles sont sous la responsabilité

de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot